

“Les cibles possibles pour un attentat restent très nombreuses”

“On ne sait pas si on a déjoué un attentat à Bruxelles dimanche soir”

Entretien **Frédéric Chardon** et **Christophe Lamfalussy**

Steven Vandeput (N-VA), ministre fédéral de la Défense, est membre du fameux Conseil national de sécurité, cet organisme central dans la gestion du risque terroriste en Belgique. Il revient sur les mesures radicales qui ont touché la Région bruxelloise, gravement menacée, dit-on, par des attentats. Et réclame au passage plus de moyens pour les renseignements militaires.

Le niveau de la menace est passé de 4 à 3. Qu'est-ce que cela change concrètement sur la présence des militaires dans les rues? C'est assez flou.

La grande différence entre le niveau 4 et le niveau 3, c'est l'imminence de la menace. Pour monter de 3 à 4, il y avait des indications sur une urgence par rapport à une menace d'attentats. Désormais, l'Ocam a décidé de diminuer à 3 mais c'est toujours très élevé. Si les gens pensent que tout est en ordre et que les militaires vont rentrer dans leur caserne, non, ce n'est pas le cas. Je ne dirais pas qu'il n'y a rien de changé mais la liste des cibles possibles reste très longue. Elle n'est pas beaucoup plus courte que lorsque nous étions en niveau 4.

A-t-on vraiment déjoué un attentat dimanche lors du quadrillage d'un quartier du centre de Bruxelles? Jan Jambon dit que oui.

Il faut distinguer les titres des articles et ce qu'il a vraiment dit. Il n'a pas dit qu'on avait déjoué un attentat dimanche soir, il a dit qu'il n'y a pas eu d'attentat. Est-ce qu'il y aurait eu un attentat si on n'était pas intervenu? On ne peut pas le dire. C'est très difficile de prouver quelque chose qui n'a pas eu lieu...

Beaucoup critiquent les mesures adoptées par le gouvernement à la suite du passage

de la menace au niveau maximal. Le gouvernement en a-t-il trop fait?

Il faut bien distinguer ce qu'a décidé le gouvernement fédéral et les mesures prises par les polices locales ou les bourgmestres en Région bruxelloise. Le gouvernement n'a jamais demandé que l'on ferme les restaurants... Je ne veux pointer personne du doigt mais le fédéral a simplement demandé que l'on évite des grands rassemblements, par exemple, mais ce sont les bourgmestres qui sont en dernière instance responsables de la sécurité locale. Quand ils prennent d'autres décisions basées sur le niveau 4, c'est leur responsabilité.

Etes-vous favorable à l'instauration d'une procédure d'état d'urgence en Belgique comme en France?

Cela pourrait rendre les choses plus faciles, oui.

Concrètement, quelles seront les mesures en cas d'état d'urgence?

Cela fait partie des choses qu'il faut encore décider au sein du gouvernement et en commission à la Chambre.

Décréter un couvre-feu, par exemple?

C'est une possibilité. Mais je ne veux pas m'exprimer sur les mesures exactes. Il y a aussi des mesures d'état d'urgence à prendre en matière de renseignements.

Dès 2016, il y aura 400 millions d'euros en plus pour renforcer la sécurité. Mais c'est surtout pour la police et la Sûreté de l'Etat. L'armée ne doit-elle pas réclamer sa part?

D'abord, le plan stratégique pour la Défense qui est sur la table du gouvernement prévoit une augmentation des budgets. Ensuite, pour les 400 millions, il

y aura aussi des choses pour la Défense. Surtout au niveau des renseignements militaires, c'est-à-dire pour le SGRS (Service général du Renseignement et de la Sécurité). Je ne vais pas vous dire combien je vais demander car, dans une négociation, le meilleur moyen de ne pas avoir ce que l'on souhaite, c'est d'annoncer un chiffre à l'avance dans les médias...

Aux yeux de l'étranger, les autorités belges ont été mises en faillite dans la lutte contre

le terrorisme. Qu'en pensez-vous?

Pour être sincère, je m'en fiche. Mais il est clair que l'on constate, à l'extérieur comme ici, que, ces dernières années, on a diminué les budgets de la sécurité, aussi bien pour l'armée que pour la police. Ces choix du passé font qu'il y a des changements à faire aujourd'hui. On y travaille. La presse étrangère n'a pas toujours une vision complète de ce qu'est réellement la Belgique, il faut donc relativiser. Par contre, là où ces

critiques sont probablement justifiées, c'est que Bruxelles repose sur 19 communes et sur 6 zones de police. C'est difficile à gérer. C'est clair.

La Belgique a le projet d'envoyer ses F-16 en Irak à la mi-2016. Va-t-on frapper aussi en Syrie comme le fait la France?

Il n'y a pas de demande concrète de la coalition internationale pour le moment. La frégate Léopold 1^{er} accompagne le porte-avions Charles de Gaulle et doit revenir à Zeebrugge vers le 23 janvier. On a aussi des formateurs à Bagdad. Sur la Syrie, nous devons avoir d'abord un débat au sein du gouvernement, également au sein du parlement.

“Le fédéral n'a jamais demandé que l'on ferme les restaurants à Bruxelles... Quand les bourgmestres prennent des décisions sur la base du niveau 4, c'est leur responsabilité.”

“Molenbeek, c’est le laxisme de Moureaux”

Dans le gouvernement, la N-VA a beaucoup d’intérêt pour la sécurité. Vous avez l’Intérieur, la Défense. Même la commission antiterroriste qui vient d’être créée sera présidée par un député N-VA... C’est une stratégie ?

C’est une partie importante de notre programme. Nous pensons que l’Etat ne doit pas tout faire mais se concentrer sur ce qui est important comme la sécurité, l’enseignement, l’infrastructure, la justice, les finances. Par le passé, on a fait des économies au niveau de la sécurité. Maintenant, on est à la limite.

N’est-ce pas paradoxal que votre parti, qui réclame l’indépendance de la Flandre, finisse par renforcer l’Etat fédéral et, notamment, l’armée belge ?

Nous voulons renforcer la société. Nous sommes un parti légaliste. Nous essayons donc de gérer les choses dans les structures existantes, ce qui ne veut pas dire qu’on n’a pas une idée sur la façon dont elles doivent évoluer. Au sein de la coalition, la N-VA demandait une évolution communautaire mais on s’est mis d’accord de ne pas le faire sous cette législature. Nous restons loyaux.

Avec le CD&V, sur les mesures sécuritaires, cela se passe bien ? Le vice-Premier

ministre démocrate-chrétien, Kris Peeters, avait remis en cause la présence des militaires en rue il y a quelques mois...

Oui, ça se passe bien (sourire), chaque partenaire de la majorité fait un ef-

fort. Koen Geens (ministre de la Justice, CD&V) contribue également à la lutte contre le terrorisme sur le plan de la justice.

Lorsque le sénateur N-VA Karl Vanlouwe parle d’“islamo-socialisme” pour dénoncer ce qu’il perçoit comme un excès de tolérance du PS à Bruxelles, un excès qui aurait contribué à la radicalisation, vous êtes d’accord ?

J’utiliserais des mots moins forts. Mais les socialistes ont été dans le gouvernement ces vingt-cinq dernières années.

Le MR aussi !

“Le système que Philippe Moureaux a installé à Molenbeek fait qu’on ne sait pas aujourd’hui qui habite dans certains logements de la commune. C’est anormal.”

Les gouvernements précédents ont mis l’accent sur les mesures de prévention, ce qui est aussi important mais ce n’est pas suffisant. Le système que Philippe Moureaux a installé à Molenbeek fait qu’on ne sait pas aujourd’hui qui habite dans certains logements de la commune. C’est anormal. C’est la conséquence d’une négligence, voire de laxisme.

Il n’y a pas qu’à Molenbeek que ce problème se

présente...

Je sais bien. C’est pourquoi mon collègue Jan Jambon a proposé qu’on aille de porte en porte pour voir qui habite dans ces maisons, le statut des rési-

dents. Moi qui viens de Hasselt, je ne peux pas imaginer qu’on ne sache pas qui habite dans la ville. Mais il faut maintenant penser à l’avenir, plutôt que de chercher des responsabilités du passé.